Retraites : alerte noire
Jean-Marie Harribey
***Politis*, 17 juillet 2026 et n° 1929, 2 septembre 2026-10-29**
https://www.politis.fr/articles/2026/07/economie-retraites-alerte-noire

Le rapport 2026 du Conseil d'orientation des retraites (COR) a appliqué les dernières projections démographiques de l'Insee pour établir l'état des lieux de notre système de retraite. Aussitôt, un vent violent s'est mis à souffler appelant à chambouler encore une fois les conditions de départ et de vie à la retraite. Au moins deux sujets sont au cœur du débat public. L'un est directement lié au rapport du COR. L'autre est saisi par tous ceux qui veulent mettre à bas notre système de retraite.

La France est entrée dans l'ère où la natalité décroît. Elle faisait jusqu'ici figure d'exception alors que beaucoup de pays européens y étaient déjà depuis plusieurs années. Jusqu'en 2025, le COR tablait sur un taux de fécondité de 1,8 enfant par femme (il a été longtemps proche de 2,1), tandis que les nouvelles perspectives évoquent 1,45 enfant à partir de 2028. Le COR prévoit un fléchissement de l'augmentation de l'espérance de vie et il adopte l'hypothèse d'un solde migratoire annuel de 150 000 personnes (au lieu de 70 000) dès 2026. La conséquence en serait la diminution de la population active sur laquelle pèsent les cotisations sociales, et donc une dégradation du solde du système de retraite.

Cependant, pour analyser les évolutions de long terme, il faut examiner le taux de descendance finale qui mesure le nombre d'enfants mis au monde au cours de leur vie féconde par une génération de femmes nées une année donnée, alors que l'indice conjoncturel de fécondité mesure le taux de fécondité par âge pour une année donnée, comme si, cette année-là, toutes les femmes quel que soit leur âge avait le même nombre d'enfants, ce qui est impossible. Les femmes nées en 1980 ont eu en 2025 (donc parvenues quasiment au terme de leur fécondité) 2,04 enfants. Ainsi, pour trois ou quatre décennies, la population restera à peu près stable. Ce n'est que si la baisse actuelle de la fécondité durait qu'elle se répercuterait sur la descendance finale.

Les néolibéraux reprennent leur antienne favorite : compléter le système par répartition « à bout de souffle » – à cause de la démographie – par un pilier de capitalisation. Or, tout système de retraite, même celui par capitalisation, est dépendant des évolutions démographique et économique parce que ce sont toujours les travailleurs actifs qui prennent en charge les anciens. Au moment de la liquidation des contrats d'assurance privée, les fonds de pension doivent trouver de nouveaux contractants actifs pour pouvoir verser les pensions.

Non seulement un système par capitalisation aggrave les inégalités, mais il participe à l'économie casino sur les marchés financiers, rendant les souscripteurs dépendants de la volatilité de ceux-ci. L'exemple de la Suède que veulent imiter les « réformateurs » français et allemands est éloquent : le fonds suédois AP7 affiche, nous disent *Les Échos* du 24 juin 2026, « un rendement moyen annuel de plus de 11 % depuis sa création en 2000 ». Miracle macroéconomique pour les retraites ? Non, il s'agit d'une captation de la rente produite à l'autre bout du monde, dans des pays souvent à bas salaires, parce que le capital y est investi.

La « météo retraites » claironne dans tous les médias « alerte noire » pour faire régresser notre système collectif. Alors qu'il s'agirait simplement d'augmenter modérément et progressivement les cotisations vieillesse à la Sécurité sociale au lieu des primes pour les fonds de pension[1].

[1] J.-M. Harribey, https://urls.fr/WHBO_-.